



**SUITE DE NOTRE
ENQUÊTE SUR LES
CHASSEURS DE DEALERS
AVEC LESQUELS NOS
REPORTERS ONT PASSÉ
CINQ MOIS.**

PHOTOREPORTAGE ROGER JOB

«Force et honneur !» La devise des gladiateurs reprise par l'ORA retentit au moment où la camionnette banalisée libère les policiers, qui se jettent sur les dealers regroupés devant un établissement du centre-ville carolo où le trafic bat son plein.

AU CŒUR DU TRAFIG

Paris Match poursuit et achève son immersion dans le quotidien de l'ORA, la section stups de la police judiciaire locale de Charleroi. Après le phénomène des plantations de cannabis et le trafic qui s'y rattache, nous pénétrons au cœur du trafic d'héroïne et de cocaïne. Nos reporters continuent de suivre pas à pas les enquêteurs au cours de leurs planques, filatures, poursuites et autres interpellations. Ils nous livrent les dessous de leur inlassable traque aux dealers en même temps que le récit extraordinaire de ces flics ordinaires qui nous ont confié leurs espoirs, leurs doutes et leur solitude, parfois, face à l'inarrêtable business criminel de la drogue en bords de Sambre. Dangers, manque de moyens, faiblesse des pouvoirs publics, ils posent un regard critique sur leur travail. Mais ils nous parlent aussi d'un métier qu'ils pratiquent avec passion.

Un grand reportage Paris Match
avec le soutien du Fonds pour
le journalisme en Belgique
francophone



A deux pas de l'hôtel de ville de Charleroi, coup de filet visant une dizaine de dealers.



Fouille des suspects dans les toilettes de l'établissement qui abrite le trafic : 122 boulettes d'héroïne et de cocaïne seront saisies.



Un appartement de Molenbeek. L'argent d'un trafic parti de Charleroi est dissimulé dans une hotte de cuisine.



Une chambre d'hôtel du centre de Charleroi. Jack, Suédois et Léon interpellent Serhat (nom d'emprunt), un trafigleur à la tête d'un important business d'héroïne et de cocaïne, ainsi qu'une fille âgée de 18 ans.

INTERVENTIONS SOUS ADRÉNALINE

L'héroïne trafiquée en région de Charleroi provient de Hollande, où sont implantés d'importants groupes criminels turcs/kurdes qui la font transiter par le port de Rotterdam ou l'acheminent depuis l'Afghanistan à travers les Balkans avant de la

redistribuer sur les marchés européens, dont la Belgique. Des relais carolos de ces organisations achètent la marchandise en demi-gros et la revendent aux dealers locaux. Les individus qui évoluent dans cette filière sont réputés dangereux.

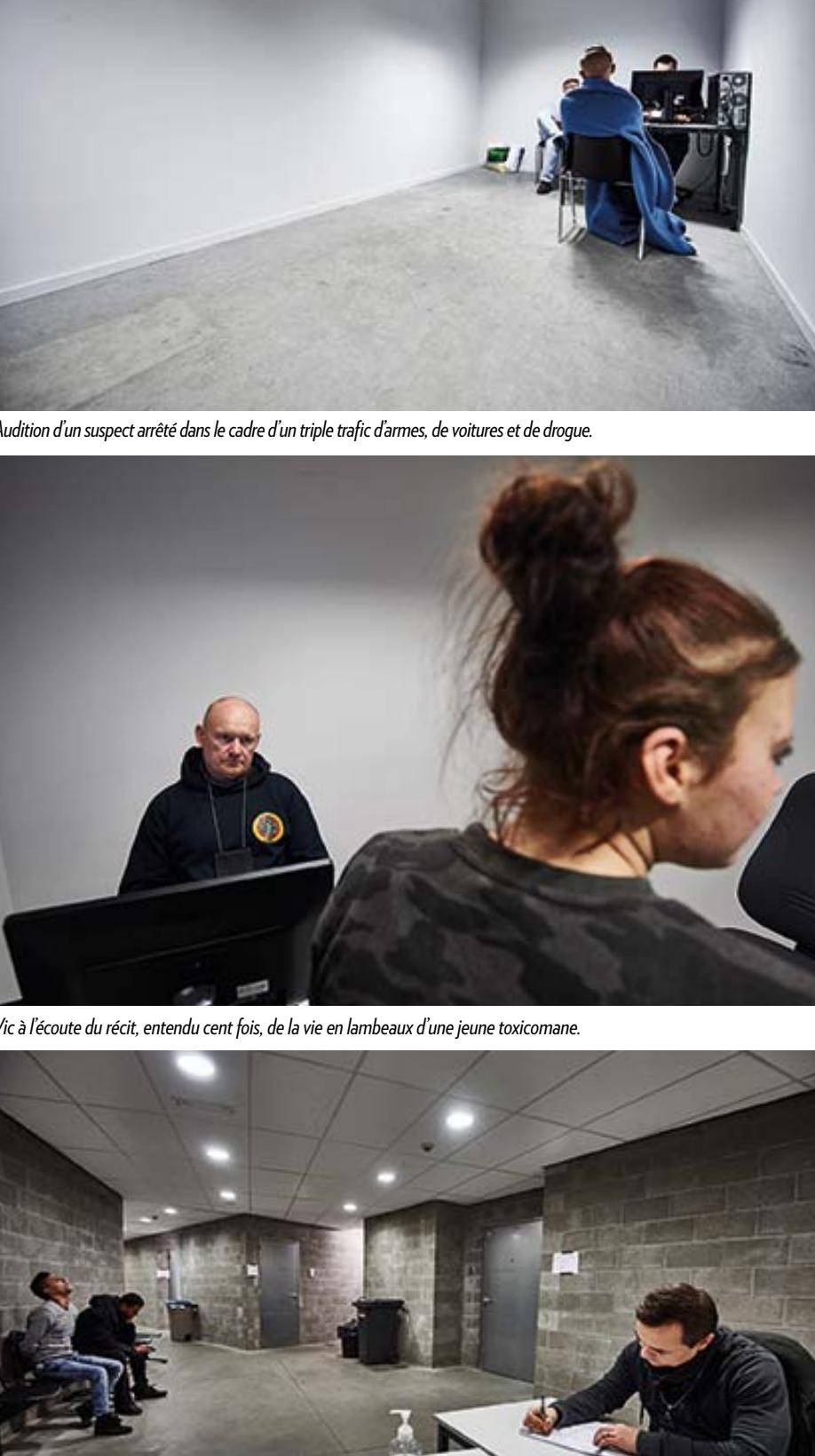


FIN DE PARTIE

L'identification des suspects ramenés dans les sous-sols de l'hôtel de police fait partie du rituel des opérations de l'ORA. Quantité de revendeurs transformés en « market dealers » par les groupes criminels qui les exploitent sont

originaires du Maroc. Ces « blédards » affluent dans Charleroi, où ils tiennent le marché de la défonc'e du haut de la ville. Les enquêteurs peinent à faire le tri entre les fausses identités et les alias.

Une convention d'entraide judiciaire lie la Belgique et le Maroc. Pour échapper à l'extradition vers leur pays d'origine, les dealers sans papiers se disent systématiquement algériens ou tunisiens.



Audition d'un suspect arrêté dans le cadre d'un triple trafic d'armes, de voitures et de drogue.

Vic à l'écoute du récit, entendu cent fois, de la vie en lambeaux d'une jeune toxicomane.



Malo dresse les premières constatations. Deux suspects à l'épreuve du cachot et des poursuites judiciaires.

« ON REND SERVICE À LA POPULATION, C'EST L'ESSENTIEL. ET PUIS, TROUVER LA FAILLE DANS LE MODE OPÉRATOIRE DE DEALERS QUI PENSENT NOUS POSSÉDER, C'EST ÇA NOTRE CAME JOURNALIÈRE »

UN GRAND REPORTAGE DE FRÉDÉRIC LOORE

Chambre 538, hôtel Leonardo, boulevard Tirou, artère névralgique du centre de Charleroi. Parvenus en silence sur le palier, cinq hommes se préparent à investir les lieux. Les crans de sûreté des pistolets sont défaits. La tension est palpable. De l'autre côté de la porte, l'homme sur le point de se faire alpaguer est un important trafiquant local d'héroïne, bien qu'il soit parvenu jusqu'alors à préserver la virginité de son casier judiciaire. Sehrat (nom d'emprunt), 35 ans, est à la tête d'un trafic étendu aux communes de Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre et Goutroux, dans lequel sont impliqués plusieurs individus à sa solde. Dangereux, potentiellement armé, il a pour habitude de résider à l'hôtel alors qu'il ne déclare aucun revenu et dispose d'une adresse légale chez son frère domicilié à Monceau. La matinée laiteuse de janvier s'étire sans que lui et la fille qui l'accompagne se décident à s'extirper de leur couette. A l'affût depuis plus de deux heures en bas du Leonardo, les silhouettes noires de l'ORA auraient préféré fondre sur Sehrat à sa sortie, pour éviter de devoir l'appréhender dans un espace confiné comme ils s'y préparent.

Le badge récupéré à la réception ouvre la serrure électronique de la chambre. Immédiatement, Jack, Léon et Suédois se précipitent les premiers à l'intérieur, l'arme pointée en avant du bras. Trois pas leur suffisent pour atteindre le lit et intimider l'ordre au couple ahuri de ne plus faire un geste. La jeune femme étouffe un cri de stupeur dans son coussin tandis que l'homme lève les mains sous la menace silencieuse des canons braqués sur lui. Menotté, il se voit signifier sa privation de liberté dans le cadre d'un dossier de vente de stupéfiants. Ses dénégations offusquées se perdent dans le brouhaha de la fouille en règle qui débute. En dehors d'un peu de cash et d'une « boulette » de cocaïne, la 538 ne révèle rien d'autre, si ce n'est la trace labile d'un snif récent, trahi par la présence d'une carte bancaire et d'une fine traînée de poudre blanche étalées sur la table basse.

A Jack qui l'interroge, la fille livre en vrac le récit de sa vie à la dure. Dix-huit ans, originaire de Braine-l'Alleud, échouée

à Jumet, un père décédé quand elle était enfant, une mère déchue de son autorité parentale, famille d'accueil, foyer pour adolescents : l'ornière était creusée. Puis Sehrat, les ébats rances dans des chambres d'hôtel, en échange de quelques billets et d'un peu de came pour effacer la réalité qui se délite.

BALLET POLICIER DANS MARCHIENNE

Avec cette interpellation, l'opération « Péruvien » est lancée. L'ORA pratiquement au complet est sur le pont, renforcée par sept policiers venus d'autres pools de la PJ locale. C'est un sacré morceau auquel ils s'attaquent. Des écoutes téléphoniques complexes – en raison des GSM multiples et des cartes prépayées auxquelles recourent systématiquement les trafiquants – ont permis d'objectiver l'info reçue de leurs collègues de la Fédérale, sur base d'un tuyau obtenu d'un « india » par les limiers de la SIC (Section d'investigation criminelle).

Il en ressort que Sehrat a remis en route le trafic d'héroïne qu'il avait un temps suspendu, suite à la mise sous les verrous de l'un de ses dealers. Les écoutes, associées à des observations de terrain, font apparaître l'organisation suivante : Sehrat est le fournisseur de la drogue achetée en demi-gros. Où ? Cette question-là n'est pas du ressort de l'ORA. Mais, selon toute vraisemblance, il l'achemine depuis la Hollande par l'entremise de ses connexions avec les groupes criminels turcs actifs au sein de sa communauté d'origine. Implantés aux Pays-Bas, ce sont de gros importateurs d'héroïne afghane, débarquée à Rotterdam ou convoyée à travers les Balkans et redistribuée en aval sur les marchés européens. Ensuite, au moins trois intermédiaires basés à Marchienne-au-Pont s'occupent de la revente au détail pour le compte direct de Sehrat, qui place ainsi un coupe-feu entre lui et la marchandise. Mais le cloisonnement ne s'arrête pas là puisque celui qui réceptionne les commandes, un Marocain en séjour illégal, n'effectue jamais lui-même les livraisons mais les confie à ses deux complices, un autre compatriote et un Belge de 27 ans que nous appellerons Jonas. Le domicile marchiennois de ce dernier dissimule les deux clandestins ainsi que l'héro, vendue uniquement à



Brutus détaille l'impressionnant butin de l'opération menée contre le repaire des complices de Sehrat, dans Marchienne-au-Pont.

des dealers, dont certains peuvent acheter 15 ou 20 grammes en une fois. Le tandem de livreurs fait la navette permanente entre les quatre lieux de rendez-vous identifiés par l'ORA dans Marchienne, Monceau et Goutroux où les clients viennent s'approvisionner.

« Ils sont très méfiants et ne vendent qu'à ceux qu'ils connaissent bien ou qui leur sont envoyés en confiance », explique Vince, inspecteur principal et chef d'enquête. « On va devoir jouer serré, surtout pour coincer Sehrat, parce qu'en dehors de la téléphonie qui le relie aux GSM des autres suspects, dont le numéro qui sert au trafic, et la présence observée de son véhicule à l'adresse de Jonas, on n'a rien de bien concret contre lui. » Par conséquent, Vince et son équipe savent ce qu'il leur reste à faire : réussir un modèle de « flag » et mettre la main sur la réserve de drogue. Sans perdre une minute, parce que le silence radio du chef de la bande à la suite de sa mise hors circuit risque d'éveiller les soupçons de ses acolytes. « A une époque, il nous arrivait régulièrement de cueillir des types avec, sur eux, le cash, les stups et parfois même les clefs de l'appart où ils étaient planqués. Mais c'est fini, ce temps-là ! Les dealers ont compris qu'ils nous facilitaient la tâche. Désormais, il y en a un qui vend les boulettes, un autre qui encaisse le fric, un troisième qui le fait remonter vers les patrons et ainsi de suite », détaille Vic, un enquêteur.

Débute alors un fascinant ballet policier, en partie chorégraphié, en partie improvisé, suivant une dramaturgie propre à l'ORA dont la filature discrète de la paire de dealers constitue le principal ressort. L'écoute permanente de leurs échanges téléphoniques avec les acheteurs et leurs allées et venues dans le dédale des rues étroites et grises commandent les déplacements syncopés des équipiers en voiture. Ils multiplient les prises de relais pour éviter de se faire repérer par Jonas et son comparse, qui connaissent la musique. Ils vont, viennent, tournent en rond, s'arrêtent, repartent. Tantôt piano, tantôt allegro. Le tout forme un récital hermétique au profane, orchestré par Vince, tapis dans le « soum » (le sous-marin, une camionnette banalisée aux vitres opacifiées) stationné à proximité du domicile des « targets ». Cette ouverture, qui annonce le concert d'actions à venir, vise à interpeller des clients dont le témoignage servira à lester les preuves, jusque-là encore légères, réunies contre Sehrat et consorts. « Les acheteurs

étant ici des dealers d'un certain niveau, ils seront inquiétés », observe le chef d'enquête. « Mais d'ordinaire, lorsqu'il s'agit de simples toxicos, on les prive de liberté quelques heures seulement. Le temps pour eux de reconnaître qu'ils se fournissent chez un tel et de l'identifier, anonymement au besoin. Les magistrats tiennent à ces dépositions, sans lesquelles leurs dossiers perdent de la consistance. Il en faut toujours un minimum de deux ou trois par opération. »

CENTRE NERVEUX DU BUSINESS DE LA DÉFONCE

Les crocs policiers se rabattent sur un premier acheteur « filoché » et immobilisé net au volant de son véhicule à la sortie de Marchienne, suffisamment à l'écart pour éviter que l'alerte soit donnée. Surgis simultanément de leurs voitures comme des diables d'une boîte, six ORA se ruent sur lui avant même qu'il puisse esquisser le moindre mouvement de fuite. La fouille dévoile ses emplettes du jour, qui avoisinent seulement les 100 euros. « Il recoupe la came et empêche le double, ce qui représente un joli pactole à la fin du mois pour un dealer de base comme lui, sachant qu'il fait ça à peu près tous les jours », précise Brutus. C'est en effet avec la coupe que les narco-trafiquants se paient, à quelque échelon du business qu'ils se situent. À Charleroi, le gramme d'héroïne se négocie en rue entre 20 et 25 euros pour un degré de pureté qui ne dépasse pas 30 %. Le reste se partage entre caféine, paracétamol, café soluble, Nesquik, etc., tout est bon. Diluer la marchandise, c'est densifier les bénéfices.

Retour en planque dans les voitures. Le silence des habitats est rompu de loin en loin par les vacations radio, une plaisanterie ou l'autre, l'évocation d'un projet de vacances, des commentaires au sujet du film de la veille, les derniers bruits de couloirS, tout ce qui permet de tromper l'attente sans relâcher la vigilance. Il arrive parfois que la vie privée fasse une intrusion dans la bulle opérationnelle : un conjoint qui s'enquiert de l'heure du souper, un enfant qui tient à faire savoir à son papa qu'il a ramené une bonne note, un proche qui vient

LES CLANDESTINS ORIGINAires DU MAROC, ISSUS DES FILIÈRES DE TRAITE D'ÊTRES HUMAINS, SONT RECRUTÉS PAR LES ORGANISATIONS MAFIEUSES QUI LES TRANSFORMENT À BON COMPTE EN « MARKET DEALERS »

aux nouvelles... « Pour la famille, ce boulot est contraignant », admet Brutus, en plein préparatifs de mariage. « Les horaires, notamment, ne sont pas faciles, même si je trouve qu'ils sont plutôt souples comparativement à ceux de nos collègues de l'intervention. » Jo pointe pour sa part « le milieu dans lequel on évolue, le danger qui l'entoure, la misère et la violence que l'on côtoie tous les jours. On fait en sorte de laisser tout ça à la porte de chez soi, mais ce n'est pas évident, d'autant que l'on éprouve parfois le besoin, pour se libérer, de le partager avec les siens. Mais nous sommes tenus au secret. Alors on se ferme et, de temps à autre, ça crée des tensions. Et puis, flic, on l'est 24 h sur 24. Dans le privé, on garde ses manies. On repère des choses autour de soi que les autres ne perçoivent pas. Quand je me balade avec ma femme, elle me surprend souvent à tenir à l'œil son sac à main tout en scrutant les environs. Elle me dit : "arrête, t'es pas en service", mais c'est plus fort que moi. À la maison, je mets sans cesse en garde mes deux ados de 13 et 15 ans concernant les dangers de la drogue. J'essaie de ne pas leur prendre la tête avec ça, mais j'ai vu trop de jeunes se détruire... »

Soudain, ça s'agit. Après les clients, vient le tour de Jonas d'être arrêté. Selon les renseignements obtenus, il pourrait être armé. Il faut faire vite car la garde à vue de Sehrat n'est pas extensible au-delà de 24 heures. L'option est prise d'épingler le Marchiennois lors de sa prochaine livraison. Lorsqu'elle a lieu, les péjistes locaux découvrent qu'il l'effectue accompagné de sa femme et de ses deux petits garçons, âgés d'une dizaine d'années à peine. Il est trop tard pour reculer. Le stress augmente. Avec deux enfants au milieu du dispositif et à une heure de grand trafic, l'erreur n'est pas permise, au risque d'un carnage. « Go, go, go ! » crache la radio. Trois véhicules d'interception bloquent instantanément la Renault Laguna conduite par Jonas, qui lève aussitôt les mains se voyant pris au piège. Sans tarder, la femme et les mômes en larmes sont emmenés. Tandis qu'ils disparaissent, emportés par le stroboscope bleu des gyrophares, le dealer et la Renault sont passés au peigne fin. S'il a bien des stupas au fond des poches, il n'a pas d'arme sur lui. Toutefois, lors de la perquisition à son domicile, un pistolet 7,65 mm chargé et prêt à tirer sera trouvé. Ainsi que deux fusils Airsoft, inoffensifs mais plus vrais que nature.

Quinze minutes plus tard, le groupe est prêt à s'introduire chez Jonas à l'aide des clefs récupérées auprès de sa compagne.

Le couple habite un quartier de Marchienne où la prospérité de jadis, au temps des forges, ne constitue même plus un souvenir. La porte de l'habitation s'ouvre sur un indescriptible capharnaüm. Arme au poing, une dizaine d'hommes et Gégé, l'une des filles de l'ORA, grimpent quatre à quatre les escaliers fatigués qui conduisent à l'étage où s'encourent les deux illégaux. Vite acculés dans un réduit, ils abdiquent sans résistance. 2 635 euros en liquide sont saisis sur l'homme en charge des commandes. Bonne pioche. Reste à trouver la drogue. Les enquêteurs enfilent des gants de latex et se mettent à fouiller, le cœur au bord des lèvres. Autour d'eux, tout n'est qu'abomination : des pièces de vie poisseuses, submergées par un bric-à-brac inimaginable, une cuisine infestée de miasmes, la terrasse noyée sous une avalanche d'immondices, la chambre des gosses semblable à une niche et d'ailleurs couverte de poils et parsemée de déjections canines... On songe à cette phrase de Jack London, décrivant les taudis de l'East End de Londres dans « Le Peuple d'en bas » : « Un endroit où les enfants des hommes ne devraient ni vivre, ni regarder, ni écouter. » C'est pourtant ici que grandissent ceux de Jonas.

« Je l'ai ! » crie l'inspecteur qui vient de dénicher la drogue dans une sorte de beauty-case à peine dissimulé dans un recoin. À l'intérieur, une balance de précision, environ 25 grammes de cocaïne, mais surtout près d'un kilo et demi d'héroïne, répartis en trois pains de 500 grammes dont un partiellement entamé. Soit une valeur approximative de 30 000 euros à la revente. Une prise qui montre que le trafic des drogues classiques demeure florissant en dépit de l'explosion actuelle des nouvelles molécules de synthèse, produites chimiquement et en quantité industrielle par des labos clandestins dont beaucoup sont installés en Belgique. Autre constat : Marchienne-aupont redéveut petit à petit le centre nerveux du business de la défonce qu'il avait cessé d'être grâce à l'action de l'ORA, redéployée entre-temps sur Charleroi. Mais voilà, le trafic de stupéfiants obéit aux mêmes lois que la mécanique des fluides : une compression à un endroit entraîne la disparition d'un afflux local, mais provoque automatiquement l'apparition d'une nouvelle boursouflure ailleurs.

« C'est un joli coup qui nous booste. Parce que prendre plus d'un kilo et mettre par terre une structure criminelle à trois niveaux, ça n'arrive plus si souvent », confie Jack. « En même temps, un kilo, qu'est-ce que c'est ? » s'interroge l'ins-

pecteur principal. « Un bateau arrive à Anvers, il y a deux tonnes à bord. Et nous, on se démène la plupart du temps pour un blédard qui a pour 20 ou 30 grammes de boules sur lui. Il fait quatre mois de prison, sort et recommence aussi vite, jusqu'à ce qu'on l'arrête de nouveau. Pour ça, on mobilise dix types en heures sup ! » À quoi bon, dès lors ? « On rend service à la population malgré tout, c'est l'essentiel. Et puis, trouver la faille dans le mode opératoire de dealers qui pensent nous posséder, c'est ça notre came journalière »

Ce soir-là, en audition, Jonas et les autres vont nier travailler pour Sehrat. La vue de sa photo et la simple évocation de son nom suffiront à les rendre blêmes. Le jugement prononcé depuis a condamné le premier à une peine de 180 heures de travaux d'intérêt général. Le second s'en est tiré avec deux ans de prison assortis de sursis et d'une amende de 12 000 euros. Le même tarif a été appliqué au responsable des commandes. Seul l'autre dealer, récidiviste, a écopé de 37 mois fermes.

« ILS NE SE CACHENT PLUS POUR DEALER »

Les camionnettes banalisées pilent à hauteur du numéro 73 du Boulevard Jacques Bertrand, à deux pas de la place du Manège, dominée par le beffroi de l'hôtel de ville de Charleroi. Les portes latérales coulissent d'un coup sec et libèrent un essaim de policiers en tenue et en civil qui se répandent à toute volée. La surprise produit son effet : les dealers massés sur le trottoir en face de l'établissement cerné n'ont rien vu venir et se retrouvent en un éclair ceinturés et menottés au sol ou contre la façade. Animés d'une sorte de réflexe pavlovien, certains ont levé les mains en signe de reddition immédiate, d'autres se sont délestés de leurs « boulettes », balancées d'un geste furtif sous les voitures en stationnement.

L'opération, pilotée par l'ORA, ne lésine pas sur les moyens : toute la section stupas est mobilisée, ainsi que le Groupe de sécurisation et d'appui (GSA), une unité spéciale d'intervention, des maîtres-chiens, des agents de quartier, en tout plus de 70 membres des forces de l'ordre. Ce déploiement exceptionnel, auquel assistent ébahis les nombreux passants qui ralentissent le pas, à la fois pour profiter du spectacle et du soleil printanier apparu en cette après-midi de mars, vise à couper toute possibilité de fuite à la grosse vingtaine d'individus pris dans la nasse. Le filet est tendu tout autour de « L'Oriental », une asbl où les spécialités, bien qu'elles ne figurent pas à la carte à côté du thé à la menthe, sont l'héroïne et la cocaïne. Tout le confirme : les infos rapportées du milieu, les repérages en rue, les témoignages d'acheteurs arrêtés le matin même et, enfin, les images enregistrées par plusieurs des quelque 230 caméras qui composent le réseau de vidéosurveillance de la ville. Depuis une semaine, un ORA suit en direct et en gros plan, sur les écrans plats du centre de communication installé à l'hôtel de police, les transactions opérées sans grande précaution et à même le trottoir de « L'Oriental », face au Palais des Beaux-Arts, par les dealers qui peuvent être une dizaine à battre le pavé certains jours.

La perquisition se poursuit en présence du substitut Potvin, le « magistrat stup » du parquet carolo, présent sur place pour vivre une expérience de réalité augmentée, au travers de laquelle le son et l'image enrichissent son environnement d'ordinaire de papier. Du reste, elle ne tarde pas à prendre du relief, à mesure que les « boulettes » d'héroïne et de coke se matérialisent sous les yeux du proc. Il en verra passer 122 ce jour-là.

Une à une, les personnes interpellées sont emmenées du trottoir où elles se tiennent alignées comme à la parade, aux toilettes dans lesquelles a lieu la fouille à corps, pour terminer dans les fourgons cellulaires. Ce carrousel imperturbable s'accompagne de vives protestations de la part de tous ceux que l'on contraint à y faire un tour, la plupart prétendant être venus là uniquement pour boire un thé ou regarder le match à la télé. En réalité, pour la majorité d'entre eux, ce sont des clandestins originaires du Maroc. Issus des filières de traite des êtres humains, ils sont recrutés par les organisations mafieuses basées en Belgique et aux Pays-Bas qui les transforment à bon compte en « market dealers », face auxquels les autorités judiciaires se trouvent démunies. Depuis la seconde moitié des années 2000, ces fameux « blédards » affluent dans Charleroi où ils tiennent à présent le marché de la défonce du haut de la ville. Marc, 52 ans et déjà un long passé de toxicoman-dealer, a vu le phénomène grandir : « Autrefois, le nombre de vendeurs sur Charleroi était relativement limité. On devait souvent aller s'approvisionner en Hollande. Puis, tous ces types ont commencé à arriver et à vendre leur merde ultracoupée pour faire un maximum de fric. Il en débarque toujours plus. Sur le boulevard Janson et aux alentours, ils pullulent. C'est à peine s'ils se cachent encore pour dealer ! »

Dans les sous-sols dépouillés de la tour de police, les cachots affichent complet. Le carrousel a repris sa ronde, mais cette fois pour tenter de déterminer les identités des suspects pris dans la sourcière, où se sont également fait piéger de simples ressortissants illégaux qui s'en sortiront avec un ordre de quitter le territoire. « C'est un boulot fastidieux », souffle Mario. « Les dealers savent qu'au terme de la convention d'entraide judiciaire passée entre la Belgique et le Maroc, ils seront renvoyés purger leur peine éventuelle chez eux. Mais uniquement si l'on parvient à prouver leur origine. Faute de quoi, on les garde. Du coup, ils se débarrassent systématiquement de leurs papiers, se disent algériens ou tunisiens et multiplient les fausses identités. » Pour se frayer un chemin dans le maquis des alias, les enquêteurs de l'ORA comptent sur leur flair, la perspicacité des interprètes qui ne quittent plus leurs bureaux, mais aussi le « LiveScan », l'appareil d'enregistrement des empreintes digitales relié au service d'identification judiciaire (SIJ) de la police fédérale. La comparaison dactyloscopique est imparable.

L'opération de tamisage se prolonge une partie de la nuit. Au petit matin, seuls six suspects seront présentés au juge d'instruction, qui ne souhaite de toute manière pas en placer davantage sous mandat d'arrêt. A raison d'une heure d'audition par prévenu, un nombre supérieur à celui-là risquerait de compromettre le respect du délai légal de privation de liberté. Mario et ses collègues savent déjà qu'ils les retrouveront prochainement dans les rues de Charleroi. L'inspecteur principal se veut philosophe : « On nous demande de pousser des montagnes pour ramener une brouette au final. Ceci étant, nous reprenons un peu de terrain aux trafiquants, l'établissement est fermé pour de bon et on réprime le sentiment d'impunité. Notre motivation, c'est dans ce résultat-là qu'on la trouve. Or, la motivation, c'est le carburant du flic de terrain. Pour le reste... » ■